COMMUNAUTE URBAINE DE BORDEAUX

**EXTRAIT
DU
REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU
CONSEIL DE COMMUNAUTE**

**Séance du 16 mars 2012
(convocation du 5 mars 2012)**

Aujourd'hui Vendredi Seize Mars Deux Mil Douze à 09 Heures 30 le Conseil de la Communauté Urbaine de BORDEAUX s'est réuni, dans la salle de ses séances sous la présidence de Monsieur Vincent FELTESSE, Président de la Communauté Urbaine de BORDEAUX.

ETAIENT PRESENTS :

M. FELTESSE Vincent, M. JUPPE Alain, M. DAVID Alain, M. CAZABONNE Alain, M. BENOIT Jean-Jacques, M. BOBET Patrick, Mme BOST Christine, M. BRON Jean-Charles, Mme CARTRON Françoise, M. CAZABONNE Didier, M. CHAUSSET Gérard, Mme CURVALE Laure, M. DUCHENE Michel, M. DUPRAT Christophe, M. FAVROUL Jean-Pierre, Mme FAYET Véronique, M. FLORIAN Nicolas, M. GELLE Thierry, M. GUICHARD Max, M. HERITIE Michel, Mme ISTE Michèle, M. LABISTE Bernard, M. LAMAISON Serge, Mme LIRE Marie Françoise, M. OLIVIER Michel, M. PIERRE Maurice, M. ROSSIGNOL Clément, M. SAINTE-MARIE Michel, Mme DE FRANCOIS Béatrice, M. SOUBIRAN Claude, M. TOUZEAU Jean, M. TURON Jean-Pierre, Mme LACUEY Conchita, M. MAURRAS Franck, M. SOUBABERE Pierre, Mme TERRAZA Brigitte, M. AMBRY Stéphane, M. ANZIANI Alain, M. ASSERAY Bruno, Mme BALLOT Chantal, M. BAUDRY Claude, Mme BONNEFOY Christine, Mme BREZILLON Anne, M. BRUGERE Nicolas, Mme CAZALET Anne-Marie, M. CAZENAVE Charles, M. CHARRIER Alain, Mme COLLET Brigitte, M. DANJON Frédéric, M. DAVID Jean-Louis, M. DAVID Yohan, Mme DELATTRE Nathalie, M. DELAUX Stéphan, Mme DESSERTINE Laurence, Mme DIEZ Martine, M. DOUGADOS Daniel, M. DUART Patrick, M. DUBOS Gérard, M. DUCASSOU Dominique, M. EGRON Jean-François, Mme EWANS Marie-Christine, Mme FAORO Michèle, M. FEUGAS Jean-Claude, Mme FOURCADE Paulette, M. GALAN Jean-Claude, M. GARNIER Jean-Paul, M. GUICHEBAROU Jean-Claude, M. GUILLEMOTEAU Patrick, M. GUYOMARC'H Jean-Pierre, Mme HAYE Isabelle, M. HURMIC Pierre, M. JOANDET Franck, Mme LAURENT Wanda, Mme LIMOUZIN Michèle, M. MANGON Jacques, Mme MELLIER Claude, M. MILLET Thierry, M. MOGA Alain, M. MOULINIER Maxime, Mme NOEL Marie-Claude, M. PAILLART Vincent, Mme PARCELIER Muriel, M. PENEL Gilles, M. PEREZ Jean-Michel, Mme PIAZZA Arielle, M. QUANCARD Denis, M. QUERON Robert, M. RAYNAL Franck, M. RAYNAUD Jacques, M. RESPAUD Jacques, M. ROUVEYRE Matthieu, M. SIBE Maxime, M. SOLARI Joël, Mme TOUTON Elisabeth, M. TRIJOLET Thierry, Mme WALRYCK Anne.

EXCUSES AYANT DONNE PROCURATION :

M. CAZABONNE Didier à M. CAZABONNE Alain à partir de 11h25	M. DUPOUY Alain à M. MOGA Alain
M. FREYGEFOND Ludovic à M. LABISTE Bernard	Mlle. EL KHADIR Samira à M. MOULINIER Maxime
M. GAUTE Jean-Michel à Mme. PARCELIER Muriel	M. GUICHOUX Jacques à M. TRIJOLET Thierry
M. GAÜZERE Jean-Marc à M. DUPRAT Christophe	M. GUILLEMOTEAU Patrick à M. DUBOS Gérard jusqu'à 10h30
M. LABARDIN Michel à M. QUERON Robert	M. GUYOMARC'H Jean-Paul à Mme LIRE Marie-Françoise à partir de 12h
M. PUJOL Patrick à M. FLORIAN Nicolas	M. JOUBERT Jacques à M. GARNIER Jean-Paul
M. SAINTE-MARIE Michel à M. ANZIANI Alain jusqu'à 10h15	M. JUNCA Bernard à M. BOBET Patrick
M. TOUZEAU Jean à Mme FAORO Michèle à partir de 10h	M. LAGOFUN Gérard à M. HERITIE Michel
M. BONNIN Jean-Jacques à Mme. BONNEFOY Christine	M. LOTHAIRES Pierre à M. DUCASSOU Dominique
M. BOUSQUET Ludovic à M. MANGON Jacques	M. MAURIN Vincent à M. GUICHARD Max
Mme CAZALET Anne-Marie à M. CAZENAVE Charles jusqu'à 10h	M. MERCIER Michel à M. PAILLART Vincent
Mme. CHAVIGNER Michèle à M. DUART Patrick	M. MILLET Thierry à M. RAYNAL Franck jusqu'à 10h50
Mlle. COUTANCEAU Emilie à Mme. BOST Christine	M. POIGNONEC Michel à M. GUICHEBAROU Jean-Claude
M. COUTURIER Jean-Louis à Mme. LACUEY Conchita	M. REIFFERS Josy à M. SOLARI Joël
M. DAVID Yohan à M. SOUBIRAN Claude à partir de 10h	M. ROBERT Fabien à Mme. FAYET Véronique
Mlle. DELTIPLE Nathalie à M. BENOIT Jean-Jacques	Mme. SAINT-ORICE Nicole à Mme. COLLET Brigitte

LA SEANCE EST OUVERTE

Marchés publics - Assistance à maîtrise d'ouvrage pour la restructuration et le renouvellement global du système billettique des transports publics de l'agglomération bordelaise - Marché négocié avec mise en concurrence - Autorisation de lancement de signature

Monsieur DUPRAT présente le rapport suivant,

Mesdames, Messieurs

Dans la perspective du projet de restructuration et du renouvellement global du système billettique des transports publics de la Communauté urbaine de Bordeaux (CUB) à l'échéance prévisionnelle de 2016, la CUB souhaite s'appuyer sur un ou des prestataire(s) pour des missions d'assistance à maîtrise d'ouvrage (AMO), ci-après dénommé « AMO en vue de la restructuration et renouvellement global du système billettique des transports publics de l'agglomération bordelaise ».

Ces missions d'AMO sont intégrées dans un contexte d'autres projets billettiques à mener à plus ou moins long terme, à savoir :

- les équipements billettiques des extensions de la phase 3 des lignes de tramway existantes (lignes A, B et C) et de la création de la ligne du tram-train du Médoc prévue pour 2014-15, et dont la mission d'AMO est déjà couverte par un prestataire désigné,
- les équipements billettiques pour l'extension de la ligne C à Villenave d'Ornon et pour la nouvelle ligne D de Quinconces jusqu'à Cantinolle, prévues à l'horizon 2016-17,
- la perspective d'expertise et de déploiement de services sans contact NFC (notamment dans le cadre de l'appel à projet « Ville numérique / Appel à projet numéro 2 » lancé par l'Etat),
- la démarche et la mise en œuvre de l'interopérabilité billettique régionale, nationale et internationale.

Les principales missions confiées à cette AMO incluent notamment :

- la conduite d'études visant à identifier les besoins de la CUB en vue de l'élaboration d'un programme fonctionnel du futur système billettique,
- la mise à jour détaillée de la description du système billettique en l'état lors de la consultation d'un candidat à la restructuration et au renouvellement billettique, sur la base des dossiers existants et intégrant les acquisitions liées à la phase 3 du tramway,

- l'assistance et l'accompagnement dans les phases de conception, réalisation, réception et vérification de service régulier pour la réalisation du nouveau système billettique,
- l'accompagnement méthodologique et la conduite de projet, la rédaction des compte-rendus et des relevés de décisions,
- l'assistance à la passation des marchés, à l'analyse multi-critères des candidatures, en vue du choix du ou des candidat(s) retenu(s) pour la réalisation du futur système billettique,
- la rédaction d'analyses et de recommandations à la fois juridiques et financières préalables dans les toutes phases du projet billettique jusqu'à la maintenance du nouveau système billettique et en cas de contentieux,
- l'évaluation de la réalisation du nouveau système billettique auprès des utilisateurs et des partenaires, présentant les avantages et inconvénients constatés et les corrections à apporter,
- l'expertise et l'aide à la décision,
- l'assistance pour des missions spécifiques : déploiement de services NFC, la démarche et la mise en œuvre de l'interopérabilité billettique régionale, nationale et internationale,
- suivi et veille au niveau national des groupes de travail de normalisation, du ministère des transports et du développement durable, de l'AFIMB, du PREDIT, du GART
- les analyses juridiques et financières spécifiques aux services de transport.

Pour la réalisation de cette opération, la Communauté urbaine doit être regardée comme entité adjudicatrice. Il est donc envisagé de lancer un marché négocié avec mise en concurrence au niveau européen soumis aux dispositions des articles 134, 135, 144-I 1°, 165 et 166 du code des marchés publics.

Le marché sera de type à bons de commande sans minimum, ni maximum en application de l'article 169 du code des marchés publics. Il est conclu à prix unitaires pour une durée initiale de 5 ans reconductible une fois pour une période d'un an.

La durée des missions de l'AMO couvrirait la période correspondant au calendrier prévisionnel pour le projet de restructuration et de renouvellement du système billettique global, c'est-à-dire à partir de la date de notification prévisionnelle au 4^{ème} trimestre 2012 jusqu'à la fin du déploiement prévue pour 2016, et du début de la période de suivi d'exploitation.

Le montant prévisionnel de la dépense sur la durée globale du marché est estimé à 700 000 € HT.

La dépense relative à cette opération sera imputée sur le Budget Annexe Transports dans les exercices 2012 à 2016 et suivant – chapitre 20 – compte 20310001 – CRB KD00 PROG TBCO2.

Afin d'assurer la mise en œuvre de cette opération, il vous est aujourd'hui demandé de bien vouloir :

- lancer une procédure de type marché négocié, dans le cadre d'un marché à bons de commande sans minimum, ni maximum, pour une durée initiale de 5 ans, reconductible une fois pour une période d'un an, avec mise en concurrence et publicité au niveau européen,
- approuver le projet de dossier de la consultation consultable à l'immeuble Le Guyenne, Direction de la Commande Publique – 6^{ème} étage,
- autoriser Monsieur le Président à signer le marché à intervenir à l'issue de la procédure de passation.

Ceci étant exposé, il vous est demandé, Mesdames, Messieurs, de bien vouloir, si tel est votre avis, adopter les termes de la délibération suivante :

Le Conseil de Communauté,

VU le Code Général des collectivités territoriales.

VU le Code des Marchés Publics, et notamment ses articles 134, 135, 144-I 1°, 165, 166 et 169.

VU les documents de la consultation mis à disposition des élus communautaires en application des articles L 2121-12 et L 2121-13 du CGCT.

ENTENDU le rapport de présentation,

CONSIDERANT :

Que pour permettre le choix d'une assistance à maîtrise d'ouvrage pour la mise en oeuvre d'un nouveau système billettique global à l'horizon 2016, il est nécessaire d'organiser préalablement une mise en concurrence au niveau européen.

DECIDE

Article 1 :

Le projet de dossier de consultation mis à disposition des élus est approuvé.

Article 2 :

Monsieur le Président est autorisé à lancer une mise en concurrence dans le cadre d'un marché négocié avec mise en concurrence conformément aux articles 134, 135, 144 I 1°, 165, 166 et 169 du Code des marchés publi cs.

Article 3 :

Monsieur le Président est autorisé à signer le marché à intervenir avec le prestataire qui aura émis l'offre économiquement la plus avantageuse, en réponse à la procédure de marché négocié.

Article 4 :

La dépense relative à cette opération sera imputée sur les crédits ouverts à cet effet au Budget Annexe Transports dans les exercices 2012 à 2016 et suivant – chapitre 20 – compte 20310001 – CRB KD00 - PROG TBCO2.

Les conclusions, mises aux voix, sont adoptées à l'unanimité.

Fait et délibéré au siège de la Communauté Urbaine le 16 mars 2012,

Pour expédition conforme,
par délégation,
le Vice -Président,

REÇU EN PRÉFECTURE LE
3 AVRIL 2012

PUBLIÉ LE : 3 AVRIL 2012

M. CHRISTOPHE DUPRAT